Fiche réflexe

Comment respecter le cadre réglementaire ?

① Identifier la nature du bien exposé parmi les marchandises susceptibles d'être importées ou introduites à l'occasion du salon

- Les matériels de guerre, matériels assimilés et produits liés à la défense ;
- Les armes dites « civiles », leurs munitions et leurs éléments ;
- Les produits relevant du règlement (UE) 2019/125 modifié du 16 janvier 2019 concernant le commerce de certains biens susceptibles d'être utilisés en vue d'infliger la peine capitale, la torture ou d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ;
- Les biens à double usage du règlement (UE) 2021/821 modifié du 20 mai 2021 instituant un régime de l'Union de contrôle des exportations, du courtage, de l'assistance technique, du transit et des transferts en ce qui concerne les biens à double usage.

② Trois situations peuvent se présenter selon la nature du bien importé ou introduit à l'occasion du salon

	Importation / Introduction	Réexportation / Réexpédition
A - Dérogations prévues par la réglementation pour les matériels de guerre, produits liés à la défense, armes dites « civiles ».	Envoi de la liste des matériels exposés à la DGDDI avant le 27 octobre 2025.	Envoi de la liste des matériels exposés réexportés ou réexpédiés à la DGDDI avant le 27 octobre 2025.
B - Autorisation globale exceptionnelle délivrée par la DGDDI pour les armes dites « civiles » et certaines armes de guerre.	<ul style="list-style-type: none">- Le courrier adressé par la DGDDI vaut autorisation.- Envoi de la liste des matériels exposés par exposant à la DGDDI avant le 27 octobre 2025.	<ul style="list-style-type: none">- Le courrier adressé par la DGDDI vaut autorisation.- Envoi de la liste des matériels exposés par exposant à la DGDDI avant le 27 octobre 2025.
C - Une autorisation individuelle doit être sollicitée (matériel importé/exporté en provenance/à destination de pays faisant l'objet de mesures de restrictions commerciales, produits relevant du règlement (UE) n° 2019/125 modifié, biens à double usage relevant du règlement (UE) 2021/821 modifié).		Se rapprocher avant l'importation des marchandises de l'autorité compétente indiquée dans le courrier adressé par la DGDDI afin d'accorder l'autorisation.

③ Le régime douanier

Les matériels en provenance de pays tiers à l'Union européenne devront faire l'objet d'un placement sous le régime douanier de l'admission temporaire auprès des bureaux de douane de déclaration des flux de marchandises.

④ Responsabilité

Dans tous les cas, les matériels exposés demeureront, pendant toute la durée de la manifestation, sous la responsabilité des exposants et des organisateurs.

Tableau récapitulatif des autorisations et dérogations ou dispenses en fonction des flux et de la nature des marchandises

	Importation depuis un pays tiers à l'UE (régime AT)	Importation depuis un pays non-éligible aux dispenses	Réexportation vers un pays tiers à l'UE	Réexportation vers un pays non-éligible aux dispenses	Introduction depuis un État membre de l'UE	Expédition vers un État membre de l'UE
Matériels de guerre	Dérogation : Arrêté de 2015, article 1, 1°	AIMG individuelle	Dérogation : Arrêté de 2014, article 1, c)	LEMG individuelle	AIMG globale (A2-1° et A2-2°)	Dérogation : Arrêté de 2014, article 2, 7°
Armes à feu civiles	Dérogation : Arrêté de 2015, article 1, 1°	AIMG individuelle	Dispense : 1° R316-47 CSI	LEAF individuelle	AP global	PT global
Armes non à feu	Dérogation : Arrêté de 2015, article 1, 1°	AIMG individuelle	Autorisation règlement 2019/125	Autorisation règlement 2019/125	AIMG globale	Libre
Biens à double usage (R. 2021/821)	Libre	Libre	Licence	Licence	Libre	Licence si annexe IV
Biens listés à l'annexe III du règlement anti-torture (R. 2019/125)	Libre	Libre	Licence	Licence	Libre	Libre

- AIMG : Autorisation d'importation de matériels de guerre
- AP : Accord préalable
- AT : Admission temporaire (régime douanier qui permet d'importer temporairement, en exonération totale ou partielle des droits de douane et en suspension de taxes, des marchandises tierces destinées à être réexportées en l'état.)
- LEMG : Licence d'exportation de matériels de guerre
- LEAF : Licence d'exportation d'armes à feu
- PT : Permis de transfert

Pour les situations dont le fond est coloré en bleu, il conviendra de demander l'autorisation d'exportation préalablement à l'autorisation d'importation. En effet, l'entrée des matériels sur le territoire national sera conditionnée à l'obtention de l'autorisation de les réexporter.

➤ Articulation entre les réglementations relatives aux armes à feu et à l'anti-torture :

- À l'importation :

Certains biens repris à l'annexe III du règlement anti-torture peuvent également être des armes au sens du Code de la sécurité intérieure (CSI). À ce titre, ils ne requièrent pas d'autorisation pour être importés conformément au règlement (UE) n° 2019/125 modifié. Cependant, s'ils sont repris dans une catégorie de l'article R.311-2 du CSI soumise à autorisation, alors une AIMG sera nécessaire pour leur importation.

- À l'exportation :

À l'inverse, certaines armes sont libres d'autorisation au titre du règlement (UE) 258/2012 (il ne s'agit pas d'armes à feu) mais devront être couvertes par l'autorisation d'exportation délivrée par le Service des biens à double usage si elles sont mentionnées à l'annexe III du règlement (UE) 2019/125 modifié (dit « anti-torture »).

Autorités compétentes pour accorder les autorisations

Les demandes d'autorisation d'importation et d'exportation des armes dites « civiles » ainsi que celles relatives aux importations de matériels de guerre sont adressées au service des autorisations de mouvements internationaux d'armes :

Service des autorisations de mouvements internationaux d'armes - SAMIA
11 rue des Deux Communes
93558 Montreuil CEDEX
Mél : samia-armes@douane.finances.gouv.fr

Les demandes de licences d'exportation de matériels de guerre sont adressées à la direction générale de l'armement par voie électronique sur le service en ligne SIGALE :

<https://sigale.defense.gouv.fr>

Direction Générale de l'Armement - DGA
60, bd du général Martial Valin, CS 21623
75509 Paris Cedex 15
Téléphone : 01 45 52 76 35

Les demandes de licences d'exportation et de transfert de biens à double usage ou de biens soumis au règlement dit « anti-torture » sont adressées au service des biens à double usage de la direction générale des entreprises par voie électronique sur le service en ligne EGIDE :

<https://egide.finances.gouv.fr>

Direction Générale des Entreprises – SBDU
67, rue Barbès, BP 80001
94201 Ivry-sur-Seine Cedex
Mél : doublusage@finances.gouv.fr